**Éléments d’entretien avec NIKIEMA**

**Alliance pour une Mine Responsable**

**Choix des organisations de la société civile**

Il faut un collège de désignation. Il faut éviter la mode de la pensée unique. C’est-à-dire que ce sont les mêmes acteurs. Là, ça devient monotone. Mais s’il y a un collège de désignation, on évitera la question de la légitimité des structures et des acteurs qui sièges. Au niveau étatique, de l’administration publique, on suit le quota prescrit dans le décret. Il faut aussi de la représentativité des OSC siégeant au sein des différentes commissions.

**La gestion du FMDL**

La question primordiale, c’est la vision qui devrait encadrer le FMDL. Il fallait d’abord former les gens dans la gestion du FMDL. Quel est la compétence des conseillers ?

Est-ce que ces conseillers représentent réellement leurs base d’autant plus qu’ils sont là par accointance politique ? Comme, il y a des ONG qui interviennent dans les localités, pourquoi ne pas les consulter ? Eux qui travaillent directement avec les populations, qui répondent directement à leurs besoins sans intermédiaires. Pourquoi ne pas créer un pôle d’ONG qui fera des propositions au conseil municipal. Sont-ils représentative dans les villages qui représentent ? Est-ce que les PCD expriment-ils les besoins réels des populations au niveau local ? Ce sont des questionnements préalables pour une bonne gestion du FMDL. Il y a beaucoup de rapports du FMDL qui ne sont pas rendus. Ça veut dire qu’il y a un problème. Est-ce que les investissements consignés dans ces rapports répondent-ils aux prescriptions des investissements qui sont prises en compte. Donc s’il n’y a pas de rapports, qu’on ne verse plus à ces communes des fonds encore. Alors que la commission nationale continue à leur verser les fonds. Donc, le non-respect des textes va même jusqu’au niveau de la commission nationale.

On peut se poser même la question de non absorption des fonds au niveau de certaines communes. Pourquoi cela ? Est-ce que les besoins des populations se limitent à des infrastructures ? Il faut travailler à améliorer la question du pouvoir d’achat au niveau local. Il faut que les populations soient une partie structurant de l’exploitation minière. La question du contenu local ? Elle doit être soutenue par le fonds minier pour créer des entrepreneurs locaux. Si les gens ne sont pas former à cet effet, comment pourront connaître les besoins, leurs contributions et les stratégies pour y arriver ? Si les populations sont former, encadrer, on pourra résoudre la question des standards qui font défaut au niveau des fournisseurs locaux. Il y a aussi une incohérence dans les investissements éligibles d’une commune à une autre.

**La publication des rapports**

Les canaux de publication ne sont pas adaptés. Il faut utiliser des canaux accessibles comme les réseaux sociaux, les radios communautaires. On peut aller jusqu’à étiqueter les investissements pour que les investissements ne sont pas utilisés à des fins politiques. Si tu arrives dans un village, comment, on fait la différence entre les investissements du FMDL à ceux de de l’Etat, des ONG ?